DROIT DU NUMÉRIQUE

SUZANNE LEQUETTE

Agrégée des Facultés de droit
Professeur à l'Université de Picardie Jules Verne

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

Introduction	7
SECTION 1. Le numérique	8
§ 1. Approche technique	8
A. Le numérique, écriture universelle.....	9
1. Le format numérique	9
2. Le réseau internet	12
B. Le numérique, « hyperpuissance informatique »	14
1. Numérique et pensée algorithmique	15
2. Numérique et hypersystème informatique	17
§ 2. Approche socio-économique	18
A. L'économie numérique	19
1. Les superpuissances de l'économie numérique	20
2. Les leviers de croissance de l'économie numérique	22
B. La société numérique	24
1. La société numérique d'aujourd'hui.....	24
2. Quelle société numérique pour demain ?	26
SECTION 2. Le droit du numérique	28
§ 1. L'objet du droit du numérique	29
A. L'encadrement des libertés dans l'espace numérique	30
1. Le numérique vecteur d'un nouvel espace	30
2. Le droit de l'internet	32
B. La prise en considération du « risque numérique »	33
1. Le risque de régulation par les opérateurs du code	34
2. Le risque de régulation par les usagers du code.....	36
3. La réponse du droit au « risque numérique »	37
C. L'autonomie du droit du numérique ?	39
§ 2. Les sources du droit du numérique.....	41
A. La problématique de l'application du droit au numérique.....	41
B. Les principes de solution.....	43
1. Les sources étatiques	44
2. La lex « electronica »	45

3. À la croisée de la réglementation et de la régulation : la compliance	47
§ 3. L'ordonnancement du droit du numérique	49
A. Droit privé et droit public du numérique	49
B. Les distinctions du droit privé du numérique	50
1. La méthode	50
2. Les axes de réflexion	52
<hr/>	
Première partie LE NUMÉRIQUE COMME LIEN	55
SOUS-PARTIE 1 LES FONDEMENTS DU LIEN	57
TITRE 1 Les supports du lien	59
CHAPITRE 1 LE SYSTÈME NUMÉRIQUE : CADRE TECHNIQUE	61
SECTION 1. La structure fondamentale du système numérique	62
§ 1. Les composantes du système	62
A. Les couches fondamentales du réseau	63
1. Le support physique du système	63
2. La couche logique : l'intelligence du système	64
B. Les couches d'applications du réseau : le cas du web	66
1. Les composantes du web	67
2. Les caractères du web	69
§ 2. L'ordonnancement du système	71
A. L'adressage	71
1. Le système des noms de domaine	71
2. La gouvernance de l'adressage	75
B. Le référencement du web par le(s) moteur(s) de recherche	77
SECTION 2. Les plateformes en ligne ou le web 2.0	79
§ 1. Présentation générale	80
A. Le modèle technique des plateformes en ligne	81
B. Les plateformes en ligne de mise en relation sociale	83
C. Les plateformes en ligne de mise en relation économique	84
§ 2. Changement de paradigme du web	86
A. Web participatif et web social	86
B. Web « centralisé »	87
SECTION 3. Les <i>blockchains</i> ou l'avènement du web 3 ?	88
§ 1. Présentation générale de la <i>blockchain</i>	89
A. Le point de départ : le système Bitcoin	89
B. L'ouverture à de nouvelles fonctions : le système Ethereum	92
C. Le détournement de la technologie comme registre d'informations ..	95
§ 2. Changement de paradigmes	97
A. L'unicité de l'information	97

B.	La désintermédiation	98
1.	Désintermédiation juridique ?	99
2.	Désintermédiation technique ?	100
C.	Vers les « métavers » ?	101
1.	L'essor des technologies immersives	102
2.	Vers un nouveau mode immersif d'interactions sociales et économiques	103
<hr/>		
CHAPITRE 2	LE SYSTÈME NUMÉRIQUE : CADRE NORMATIF	107
<hr/>		
SECTION 1.	Le rattachement du numérique aux droits étatiques	108
§ 1.	Droit international privé du numérique	108
A.	La problématique de la localisation des situations numériques	109
B.	Le droit de la responsabilité civile	111
1.	Compétence juridictionnelle	111
2.	Détermination de la loi applicable	117
C.	Le droit des contrats	118
1.	Règles générales	119
2.	Règles spécifiques aux contrats de consommation	122
§ 2.	Droit pénal international du numérique	124
A.	L'interprétation prétorienne de l'article 113-2 du Code pénal	125
B.	L'article 113-2-1 du Code pénal	127
SECTION 2.	Les principes juridiques directeurs du numérique	128
§ 1.	La liberté numérique	130
A.	Liberté d'utiliser l'espace numérique	131
1.	De la liberté de communication à la liberté d'agir et d'interagir ...	131
2.	Droits fondamentaux dans l'espace numérique	132
B.	La neutralité des flux	135
1.	Le principe technique de neutralité	135
2.	Le principe juridique de quasi-neutralité	137
C.	L'identification des utilisateurs	139
1.	L'identité numérique	139
2.	La surveillance numérique	142
§ 2.	L'ordre public numérique	144
A.	La garantie de la cybersécurité	145
1.	Le cadre institutionnel national et européen de la cybersécurité ...	149
2.	Le cadre matériel de la cybersécurité	150
3.	La problématique des vulnérabilités des logiciels	153
B.	La lutte contre la cybercriminalité	154
1.	La criminalité informatique	157
2.	La criminalité de la communication numérique	159

TITRE 2	Les opérateurs du lien	167
CHAPITRE 1	LE CADRE JURIDIQUE GÉNÉRAL DES FOURNISSEURS DE SERVICES INTERMÉDIAIRES	171
SECTION 1.	Champ d'application	171
SECTION 2.	Principes	175
§ 1.	Neutralité et exemption conditionnelle de responsabilité	175
§ 2.	Proactivité et obligations de diligence dans la lutte contre l'illicéité. .	177
SECTION 3.	Méthode	179
CHAPITRE 2	LES FOURNISSEURS DE SERVICES DE TRANSPORT ET DE CACHE	183
SECTION 1.	L'exemption conditionnelle de responsabilité	183
§ 1.	Les fournisseurs de services de « simple transport »	184
A.	Qualification du service	184
B.	Régime d'exemption conditionnelle de responsabilité	185
§ 2.	Les fournisseurs de services de cache	187
A.	Qualification du service	188
B.	Régime d'exemption conditionnelle de responsabilité	189
SECTION 2.	La collaboration dans la lutte contre l'illicéité	191
§ 1.	La collaboration avec les autorités étatiques	192
A.	Le devoir de communication d'informations	193
B.	Le devoir d'agir contre l'illicite	196
1.	Cadre juridique général européen	196
2.	Procédures nationales	198
§ 2.	La collaboration avec les utilisateurs dans la régulation de l'illicite... ..	200
A.	Responsabilisation des destinataires de services par les fournisseurs de services	200
B.	Responsabilisation des fournisseurs de services à l'égard des destinataires de services	202
CHAPITRE 3	LES FOURNISSEURS DE SERVICES D'HÉBERGEMENT (Y COMPRIS LES PLATEFORMES)	203
SECTION 1.	L'exemption conditionnelle de responsabilité des fournisseurs de services d'hébergement	205
§ 1.	Le régime d'exemption conditionnelle de responsabilité	205
A.	La règle d'exemption de responsabilité à double détente	206
B.	Les conditions de l'exemption de responsabilité	208
1.	L'absence de connaissance	208
2.	La condition de diligence	210
§ 2.	L'application du régime aux fournisseurs de plateforme en ligne	212

A.	Le principe de l'extension aux plateformes en ligne	213
1.	Les hésitations jurisprudentielles	213
2.	La consécration prétorienne de l'extension.....	216
3.	La consécration légale de l'extension	217
B.	La portée de l'extension aux plateformes en ligne	219
1.	Plateformes de partages de contenu	219
2.	Plateformes marchandes	221
3.	Moteur de recherche et services de référencement de contenus ...	224
SECTION 2.	La responsabilisation renforcée dans la lutte contre l'illicéité.....	228
§ 1.	Le régime général de la modération conforme	229
A.	Les règles applicables aux hébergeurs.....	230
B.	Les règles générales applicables aux plateformes en ligne.....	232
1.	Une modération contradictoire	233
2.	Une modération « efficiente »	234
§ 2.	Le régime spécial de gestion conforme des risques systémiques	235
A.	Les mesures de conformité	236
B.	Contrôle de conformité et sanctions	237
<hr/>		
SOUS-PARTIE 2	LES FONCTIONS DU LIEN	239
<hr/>		
TITRE 1	La communication numérique	243
<hr/>		
CHAPITRE 1	LA COMMUNICATION AU PUBLIC EN LIGNE	245
<hr/>		
SECTION 1.	La communication au public en ligne comme média d'information... ..	249
§ 1.	Cadre légal de la liberté de communication au public en ligne	250
A.	Présentation du cadre légal de la communication au public en ligne .	250
1.	Les obligations d'identification de l'éditeur de service.....	250
2.	L'obligation de mettre en œuvre le droit de réponse	252
3.	Les régimes spéciaux	255
B.	Distinction de la communication au public en ligne et de la communication audiovisuelle	256
§ 2.	Pouvoir de recommandation des plateformes et liberté de communication	258
A.	Les risques associés au pouvoir de recommandation	259
B.	Les mesures juridiques d'encadrement du pouvoir de recommandation	262
C.	La problématique de la désinformation sur les réseaux sociaux	264
SECTION 2.	La communication au public en ligne comme espace de conversations	266
§ 1.	Changement de paradigme de la communication au public : de l'expression à la conversation	268
§ 2.	La sanction des abus de liberté d'expression	270
A.	Caractérisation des infractions	271
1.	Publicité du propos	271

2.	Caractère intentionnel du propos.....	274
B.	Détermination du responsable.....	276
1.	Régime de droit commun.....	276
2.	Régime spécial de l'article 93-3 alinéa 5.....	278
C.	Détermination du point de départ de la prescription.....	280
1.	Point de départ de la prescription : principe.....	280
2.	Point de départ de la prescription : mise en œuvre.....	281
§ 3.	Modération des contenus par les plateformes et liberté d'expression .	283
A.	Pouvoir modérateur et risques pour la liberté d'expression.....	284
1.	Le pouvoir numérique modérateur.....	284
2.	Les risques pour la liberté d'expression.....	286
B.	Droit commun de la modération des contenus.....	288
1.	La consécration légale du pouvoir contractuel de modération.....	288
2.	La protection de la liberté d'expression des utilisateurs.....	289
C.	Droit spécial de la modération des contenus.....	291
1.	Modération des contenus à caractère terroriste.....	292
2.	Modération des contenus à caractère pédopornographique.....	293

CHAPITRE 2 **LA COMMUNICATION COMMERCIALE.....** **295**

SECTION 1.	La publicité en ligne.....	296
§ 1.	Les règles générales protectrices du marché et de la concurrence.....	297
A.	Champ de la publicité en ligne.....	299
B.	Loyauté et transparence des pratiques publicitaires.....	301
1.	Pratiques éditoriales déloyales.....	302
2.	Sites comparateurs et référencement à titre onéreux.....	304
3.	Règles de transparence imposées aux plateformes.....	305
C.	Réglementation des contrats publicitaires.....	306
§ 2.	Les règles spéciales protectrices de la personne.....	309
A.	Ciblage publicitaire.....	310
1.	Le régime juridique des traceurs.....	311
2.	Le régime du traitement des données personnelles à des fins de publicité ciblée.....	313
3.	Le régime de conformité applicable aux fournisseurs de plateformes en ligne.....	314
B.	Prospection directe.....	315
SECTION 2.	L'usage numérique des signes distinctifs.....	317
§ 1.	Le nom de domaine.....	319
A.	Enregistrement de l'identifiant numérique.....	319
1.	Le processus d'enregistrement.....	320
2.	Les règles de nommage.....	322
B.	Fondement de la protection du nom de domaine.....	324
1.	Responsabilité civile et règle d'antériorité.....	324
2.	La condition générale d'usage du nom de domaine.....	327

C.	Modalités de la protection	328
1.	Le principe de spécialité	328
2.	L'appréciation du risque de confusion	330
§ 2.	Le droit de marque	332
A.	Portée territoriale de la protection	333
1.	Le principe de la focalisation	333
2.	L'appréciation de la focalisation	335
B.	Portée matérielle de la protection	336
1.	L'usage de la marque comme mot-clé à des fins de référencement	337
2.	L'usage de la marque par les utilisateurs de plateformes marchandes	341
3.	L'usage de la marque au sein d'un nom de domaine	344

TITRE 2	Le commerce numérique	351
----------------	------------------------------------	------------

CHAPITRE 1	LE CONTRAT	355
-------------------	-------------------------	------------

SECTION 1.	Le consentement électronique	357
§ 1.	Régime général du consentement électronique	358
A.	Les conditions du consentement électronique	360
1.	L'offre	360
2.	L'acceptation	361
B.	La protection attachée au consentement électronique	365
1.	L'information précontractuelle renforcée du client	365
2.	La responsabilité de plein droit du fournisseur	369
3.	Les règles protectrices du droit de la consommation	372
§ 2.	Le consentement électronique par l'intermédiation d'une plateforme	374
A.	Qualification de l'intermédiation	376
1.	La mise en relation des parties	376
2.	L'intermédiation dans la conclusion et l'exécution du contrat	378
B.	Régime de l'intermédiation	381
1.	Le contrat d'intermédiation entre la plateforme et les utilisateurs	381
2.	Le contrat final conclu entre les utilisateurs	382
SECTION 2.	Le formalisme électronique	386
§ 1.	L'écrit électronique	387
A.	L'acte instrumentaire électronique : conditions générales	389
1.	Conditions juridiques	389
2.	Mise en œuvre technique	391
B.	L'acte instrumentaire électronique : applications spéciales	395
1.	L'acte sous seing privé électronique	395
2.	L'acte authentique électronique	399
C.	Les formalités électroniques	405
§ 2.	Le paiement électronique	406
A.	Le support du paiement	407

	B. L'usage numérique de la carte de paiement	409
	C. La monnaie électronique	412
CHAPITRE 2	L'ACTIVITÉ DE COMMERCE	415
SECTION 1.	Entreprise et numérique	416
§ 1.	Le support numérique de l'entreprise	416
A.	Web et localisation de l'activité	417
1.	Le rattachement au lieu d'établissement en droit international privé	417
2.	La localisation de l'établissement	419
B.	Le site web marchand	420
1.	La conception technique du site marchand	420
2.	La réglementation juridique du site e-commerce	422
3.	Le fonds de commerce électronique	423
C.	La plateforme marchande	428
1.	Plateformes marchandes et pratiques de distribution	428
2.	Le régime de conformité applicable à la plateforme	431
§ 2.	Plateformes en ligne et nouveaux paradigmes de l'entreprise	432
A.	Plateformes en ligne et para-commercialisme	432
1.	Les critères d'application du statut de commerçant	433
2.	Le devoir de collaboration des plateformes de mise en relation commerciale	435
B.	Plateformes en ligne et para-salariat	436
1.	La « plateforme du travail »	437
2.	La requalification en contrat de travail	439
SECTION 2.	Marché et numérique	441
§ 1.	Support numérique et libertés économiques	442
A.	Limites légales : les activités réglementées	442
1.	L'extension du champ des activités réglementées au commerce électronique	443
2.	La consécration d'activités réglementées propres au commerce électronique	444
B.	Limites conventionnelles : la problématique des réseaux de distribution	445
1.	Les réseaux de distribution exclusive	446
2.	Les réseaux de distribution sélective	449
§ 2.	Plateformes en ligne et nouveaux paradigmes concurrentiels	452
A.	Plateformes et pratiques anticoncurrentielles	454
1.	Les conditions générales des pratiques anticoncurrentielles	454
2.	Les formes spéciales de pratiques anticoncurrentielles	457
B.	Plateformes et règles européennes d'équité concurrentielle	459
1.	Le règlement Platform to Business	460
2.	Le règlement Digital Market Act (DMA)	462

Deuxième partie	LE NUMÉRIQUE COMME BIEN	469
SOUS-PARTIE 1	LES PROPRIÉTÉS NUMÉRIQUES	473
TITRE 1	Les contenus numériques protégés	475
CHAPITRE 1	L'EXPLOITATION NUMÉRIQUE DES ŒUVRES	477
SECTION 1.	La circulation numérique des œuvres	479
§ 1.	Contenu du droit d'auteur	479
A.	Le droit de représentation	481
1.	Le renvoi à une œuvre mise à disposition licitement	483
2.	Le renvoi à une œuvre mise à disposition illicitement	488
B.	Le droit de reproduction	490
1.	Les actes de reproduction du numérique	490
2.	La copie privée	495
C.	Libertés numériques et champ du monopole	503
§ 2.	Mise en œuvre du droit d'auteur	506
A.	Les contrats d'exploitation du droit d'auteur	506
1.	Les contrats de diffusion par voie numérique	506
2.	Le cas de l'édition du livre numérique	512
B.	La défense du droit d'auteur	518
1.	Défense juridique : l'action dirigée contre l'auteur de la violation du droit d'auteur	518
2.	Défense technique : les mesures de protection et d'information	521
SECTION 2.	L'intermédiation des plateformes en ligne dans la circulation des œuvres	527
§ 1.	Le régime de responsabilité des fournisseurs de services de partage de contenus	528
A.	Le champ du régime : les fournisseurs de service de partage de contenus protégés	529
B.	L'opposabilité de principe du droit d'auteur aux fournisseurs de services de partage de contenus	531
C.	L'opposabilité relative du droit d'auteur aux fournisseurs de services de partage de contenus	533
§ 2.	Le droit voisin des éditeurs de presse et agences de presse	536
A.	Existence du droit voisin	537
B.	Mise en œuvre du droit voisin	538
C.	Effectivité du droit voisin	540
SECTION 3.	Le droit d'auteur confronté aux nouveaux défis du numérique	541
§ 1.	Droit d'auteur et NFT	542
A.	Le NFT corpus numérique de l'œuvre de l'esprit	545
1.	La technique du NFT artistique	546
2.	Les usages du NFT artistique	548

B.	L'application des droits d'auteur au NFT	549
C.	Le NFT source d'exploitation des droits d'auteur	552
§ 2.	Droit d'auteur et IA	554
A.	« Input » et droit d'auteur	555
B.	« Output » et droit d'auteur	558
1.	<i>De lege lata</i>	558
2.	<i>De lege feranda</i>	560
<hr/>		
CHAPITRE 2	LES ŒUVRES À CARACTÈRE NUMÉRIQUE	563
<hr/>		
SECTION 1.	Les logiciels	563
§ 1.	La protection du logiciel par le droit d'auteur	565
A.	Fondement de la protection	565
1.	L'exclusion légale de la qualification d'invention	565
2.	La consécration légale de la qualification d'œuvre de l'esprit	568
B.	Objet de la protection	570
1.	Délimitation temporelle	570
2.	Délimitation matérielle	572
C.	La condition d'originalité appliquée au logiciel	574
1.	Le droit national	575
2.	Le droit européen	576
§ 2.	Le régime spécial de protection	577
A.	Contenu des droits patrimoniaux	579
1.	Les actes soumis à autorisation	579
2.	Les exceptions	585
B.	Mise en œuvre des droits	589
1.	L'exploitation contractuelle	590
2.	La défense	594
§ 3.	Les œuvres multimédias	596
A.	Le jeu vidéo	598
1.	La qualification de l'œuvre vidéoludique	598
2.	Le régime de l'œuvre vidéoludique	600
B.	Le site web	603
SECTION 2.	Les bases de données	605
§ 1.	Objet de la protection	607
A.	Le contenu de la base de données	607
1.	Une compilation de données	608
2.	L'ordonnancement et l'accessibilité des données	609
B.	L'investissement substantiel du producteur	610
1.	L'investissement substantiel	610
2.	La titularité du droit	611
§ 2.	Effets de la protection	612
A.	Les actes soumis à autorisation	613
1.	L'extraction du contenu de la base de données	613

	2. La réutilisation du contenu de la base de données	615
	3. L'objet des actes : totalité ou partie quantitativement ou qualitativement substantielle	616
B.	Les limites et exceptions	617
	1. Les limites et exceptions au droit d'extraction et/ou de réutilisation	617
	2. L'épuisement du droit de distribution	619
<hr/>		
TITRE 2	Les actifs numériques	621
<hr/>		
CHAPITRE 1	QUALIFICATION DES ACTIFS NUMÉRIQUES	627
<hr/>		
SECTION 1.	Qualification unitaire	627
§ 1.	Analyse technique	628
A.	L'objet de l'enregistrement dans la <i>blockchain</i>	629
B.	Le mode d'enregistrement	630
§ 2.	Analyse juridique	632
A.	L'objet de l'actif numérique	633
B.	L'appropriation de l'actif numérique	634
SECTION 2.	Qualifications spéciales	635
§ 1.	Les cryptomonnaies (natives)	636
A.	Caractères de la cryptomonnaie	636
B.	Qualification de la cryptomonnaie	639
	1. Le principe : la cryptomonnaie n'est pas une monnaie légale	639
	2. La cryptomonnaie : une « quasi-monnaie » ?	640
§ 2.	Les jetons	642
A.	Les jetons d'instruments financiers	643
B.	Les jetons d'actifs numériques	645
C.	Les jetons non fongibles	647
<hr/>		
CHAPITRE 2	RÉGIME DES ACTIFS NUMÉRIQUES	649
<hr/>		
SECTION 1.	Les opérations civiles et commerciales sur actifs numériques	649
§ 1.	La « transaction » numérique	650
§ 2.	Les actes juridiques	651
	1. Les actes juridiques translatifs d'actifs numériques	651
	2. Les sûretés réelles sur actifs numériques	654
SECTION 2.	Les services et procédures d'émission portant sur les actifs numériques	656
§ 1.	Le régime d'émission des actifs numériques	656
A.	Le régime de la loi Pacte	657
B.	Le régime du règlement MICA	658
§ 2.	Les services portant sur actifs numériques	660
A.	Le régime de la loi Pacte	661

B. Le régime du règlement MICA	662
SOUS-PARTIE 2 L'INTELLIGENCE NUMÉRIQUE	667
TITRE 1 Les données	671
CHAPITRE 1 LE DROIT SPÉCIAL DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	675
SECTION 1. Cadre juridique général du droit des données à caractère personnel ..	677
§ 1. Fondement du droit des données à caractère personnel.....	677
A. Protection des données personnelles versus légitimation des traitements de données.....	678
B. Théorie réaliste versus théorie personnaliste	679
1. Le choix du fondement personnaliste	679
2. Du droit au respect de la vie privée à la liberté d'autodétermination	682
§ 2. Champ d'application du droit des données à caractère personnel.....	684
A. La notion de donnée à caractère personnel	685
1. Critères de la notion de donnée à caractère personnel	686
2. Portée de la notion de donnée à caractère personnel.....	688
3. Catégories particulières de données à caractère personnel.....	691
B. Le traitement	692
1. Critères de définition	693
2. Traitements exclus de la protection.....	694
§ 3. Les acteurs du droit des données à caractère personnel	696
A. Les parties au traitement	696
1. Les opérateurs du traitement	696
2. Les personnes concernées	698
B. Les autorités de contrôle	699
1. La CNIL	699
2. La coordination des autorités de contrôle à l'échelle européenne ..	701
SECTION 2. Régime du traitement des données à caractère personnel.....	702
§ 1. Le devoir de mise en conformité de l'opérateur du traitement	703
A. Licéité du traitement	703
1. L'existence d'une base juridique du traitement	703
2. La finalité du traitement	712
B. Transparence et loyauté du traitement	715
1. Transparence	716
2. Loyauté.....	717
C. Conformité du traitement	718
1. Les mesures organisationnelles et techniques.....	718
2. L'analyse d'impact (privacy impact assesment : PIA)	720
§ 2. Les droits des personnes concernées	722

A.	Les droits relatifs au traitement des données à caractère personnel	722
1.	Les droits relatifs au traitement	722
2.	Les droits relatifs aux données	725
B.	Les recours des personnes concernées	729
1.	Les actions individuelles	729
2.	Les actions collectives	730
§ 3.	Contrôles et sanctions	730
A.	Le contrôle de conformité	731
1.	Le contrôle de la CNIL	731
2.	La coopération requise du responsable du traitement	732
B.	Les sanctions	733
1.	Le pouvoir de sanction de l'autorité de contrôle	733
2.	L'action judiciaire en responsabilité	734
SECTION 3.	Les transferts internationaux de données à caractère personnel	736
CHAPITRE 2	VERS UN STATUT GÉNÉRAL DES DONNÉES	739
SECTION 1.	Les théories en présence	739
§ 1.	Les données objet d'un droit privatif ?	739
A.	Le rejet des thèses de la propriété des données	740
1.	La propriété de l'information ?	740
2.	Le droit de propriété intellectuelle sur la création de données ?	743
B.	La thèse du quasi-monopole sur les données	746
1.	L'existence d'un monopole de fait sur les données	746
2.	La protection juridique du monopole de fait sur les données	747
§ 2.	Les données objet d'un droit d'accès ?	750
A.	La théorie du droit d'accès	750
1.	De la propriété à l'accès ?	750
2.	Le droit d'accès	752
B.	L'accès aux données en droit de la concurrence	753
SECTION 2.	La régulation européenne de la circulation et du partage des données	755
§ 1.	La liberté de circulation des données	755
§ 2.	La régulation du partage des données	756
A.	La réutilisation des données du secteur public	757
B.	Les services de partage de données	759
1.	Les services d'intermédiation de données	759
2.	Les organisations altruistes en matière de données	761
C.	Les perspectives du Data Act	761
TITRE 2	Les systèmes d'intelligence artificielle	763
CHAPITRE 1	LE RÉGIME DE CONFORMITÉ DE L'IA	769
SECTION 1.	Les principes directeurs de l'IA	770

§ 1. Principes éthiques et finalité de l'IA	770
§ 2. Principes juridiques	772
A. Le principe d'autonomie	772
B. Le principe de non-discrimination	773
C. Le principe de transparence	774
SECTION 2. La proposition de règlement sur l'IA	775
§ 1. Catégorisation des systèmes d'IA fondée sur le risque	776
A. Les pratiques d'IA interdites	776
B. Les pratiques d'intelligence artificielle réglementées	778
§ 2. Le régime de conformité des systèmes d'IA à haut risque	779
A. Les normes de conformité	779
1. Les exigences techniques	779
2. La « garantie humaine »	780
B. Les obligations de mise en conformité	781
1. Les opérateurs responsables	781
2. Le devoir de mise en conformité	782
CHAPITRE 2 LE RÉGIME DE RESPONSABILITÉ DU FAIT DE L'IA	785
SECTION 1. Le rejet de la personnalité juridique de l'IA	786
§ 1. L'absence de fondement juridique	787
A. L'absence de fondement technique	788
B. Le fondement idéologique	790
§ 2. L'inutilité	791
A. Responsabilité civile	792
B. Responsabilité pénale	793
SECTION 2. L'adaptation des régimes de responsabilité existants	794
§ 1. Les régimes de responsabilité de droit commun	794
A. Le fait personnel	794
B. Le fait des choses	796
1. La responsabilité générale du fait des choses	799
2. La responsabilité du fait des produits défectueux	799
§ 2. Les régimes de responsabilité sectoriels	803
A. La responsabilité médicale	803
1. La responsabilité pour faute	804
2. La responsabilité objective du fait des produits de santé	805
B. La responsabilité du fait des véhicules autonomes	806
1. Responsabilité pénale	809
2. Responsabilité civile	811
SECTION 3. La consécration d'un régime spécial de responsabilité du fait de l'IA ?	815
§ 1. Les propositions doctrinales	815
A. Le fait générateur	816

B. L'imputation	817
§ 2. La proposition de règlement relative à la responsabilité du fait de l'IA	819
A. La responsabilité de plein droit des opérateurs de système d'IA à haut risque	820
B. La responsabilité pour faute des opérateurs des autres systèmes d'IA	822
INDEX	823